

1969, la société Touche, Ross et Ass. a été nommée vérificatrice indépendante pour l'année 1970. Les sommes qui lui seront versées font l'objet de discussions.

b) Banque du Canada

	Honoraires et frais
1966	\$ 83,000
1967	\$ 83,000
1968	\$ 85,000
1969	\$104,000
1970	\$105,000

c) Banque d'expansion industrielle  
Honoraires et frais

1966	\$18,000
1967	\$18,000
1968	\$18,000
1969	\$20,000
1970	\$20,000

d) Au cours des cinq dernières années, les coûts de vérification des comptes de la SCHL ont été comme suit:

Année	Total
1965	\$35,559.74
1966	\$47,566.66
1967	\$50,819.01
1968	\$55,144.95
1969	\$62,994.70

e) Pour les campagnes agricoles de 1964-1965 à 1968-1969 inclusivement, le coût annuel de vérification des comptes de la Commission du blé était comme il suit: 1964-1965, \$47,200; 1965-1966, \$48,500; 1966-1967, \$50,000; 1967-1968, \$50,700; 1968-1969, \$50,000. Les comptes pour l'année de récolte de 1969-1970 n'ont pas encore été vérifiés.

2. Non. Le 29 novembre 1966, le ministre des Finances a adressé une lettre au président du comité des comptes publics dans laquelle il déclarait qu'il avait examiné, avec ses collègues les plus intéressés, la situation des sociétés de la Couronne dont les comptes ne sont pas vérifiés par l'Auditeur général et qu'il en avait conclu que la décision, prise après avoir étudié minutieusement tous les éléments à considérer, aux termes de laquelle les comptes de ces sociétés seraient vérifiés par des comptables publics et non par l'Auditeur général, est une décision convenable et ne serait pas changée. Veuillez vous reporter aux procès-verbaux et témoignages du comité des comptes publics en date du 2 février 1967, page 1,397, Appendice 22 b) pour le texte intégral de cette lettre. Comme le montrait le bill sur l'Auditeur général du Canada présenté et par la suite retiré, il n'était pas question de modifier la disposition législative en vigueur en ce qui concerne la vérification des comptes des sociétés de la Couronne, telle qu'elle figure dans le paragraphe 2 de l'article 77 de la loi sur l'administration financière.

[M. Jerome.]

L'AÉROPORT DE WABUSH

Question n° 746—**M. Peddle:**

1. Quand installera-t-on le nouveau système d'atterrissage à instruments à l'aéroport de Wabush?
2. Quels sont les projets de construction d'une nouvelle aérogare à Wabush qui remplacera les installations actuelles?

**M. Gérard Duquet (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** 1. On projette d'équiper l'aéroport de Wabush d'un nouveau système d'atterrissage aux instruments vers la fin de l'année financière 1971-1972, selon les fonds disponibles.

2. Le ministère des Transports ne projette pas la construction d'une nouvelle aérogare à Wabush.

LA FERMETURE DE BUREAUX DE POSTE

Question n° 839—**M. Southam:**

1. a) Combien de bureaux de poste et de succursales postales a-t-on fermées au Canada en 1970, b) combien y a-t-il eu de fermetures dans chaque province?
2. Combien de maîtres de poste sont demeurés sans emploi par suite de ces fermetures?

**L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre sans portefeuille):**  
1. a) et b)

	Bureaux à commission	Bureaux auxiliaires
Colombie-Britannique	42	2
Alberta	70	6
Saskatchewan	155	5
Manitoba	80	10
Ontario	175	23
Québec	131	26
Nouveau-Brunswick	110	2
Nouvelle-Écosse	149	2
Île-du-Prince-Édouard	2	1
Terre-Neuve	126	—
	2	2
Total	1,040	77

2. Il n'y a pas de statistique ou de document sur le nombre de maîtres de poste qui seraient demeurés sans emploi par suite de la fermeture de leur bureau.

LES RÉFRACTAIRES ET DÉSERTEURS AMÉRICAINS

Question n° 845—**M. Robinson:**

1. Combien d'Américains qui se sont soustraits à la conscription et/ou qui ont déserté sont venus au Canada?
2. Combien d'entre eux ont été accusés de délits aux termes du Code criminel et/ou d'autres lois?
3. Combien ont été portés coupables?
4. Combien d'accusés, prouvés coupables, ont été déportés ou le gouvernement a-t-il l'intention de déporter certains d'entre eux?

**M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et le ministère de la Justice m'informent